

## Le vrai coût de notre nourriture

### Le marché seul peut-il guider notre système alimentaire vers plus de durabilité?

#### Le contexte de l'économie de marché

Nous vivons dans ce que l'on qualifie en général d'économie de marché, définie comme « un système économique dans lequel les biens et services sont produits, vendus et échangés et les prix fixés par l'équilibre de l'offre et de la demande<sup>1</sup> », les biens et services étant eux-mêmes définis comme « les produits et services qui sont achetés et vendus dans une économie<sup>2</sup> ». Dans une telle économie, la population gagne sa vie en vendant des biens et services afin de pouvoir acquérir ce dont ils ont besoin, et l'on estime que le prix des biens et services échangés détermine largement ce que les gens produisent, vendent et achètent.



Le secteur de l'alimentation ne fait pas exception et, comme les autres secteurs, c'est le prix de marché des produits alimentaires qui est devenu, avec le temps, le principal facteur expliquant ce qui est produit et consommé. Dans ce contexte, le coût de la nourriture est égal à la somme des coûts combinés de tous les éléments utilisés pendant le processus de production. Ils comprennent des éléments tels que le travail, les semences, les engrais, les pesticides, le carburant, et tous les autres biens et services qui

<sup>1</sup> <https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/market-economy> (traduction de l'auteur).

<sup>2</sup> <https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/goods-and-services> (traduction de l'auteur).

sont achetés ou utilisés<sup>3</sup> et qui sont requis pour produire une nourriture particulière, y compris les coûts financiers comme les intérêts et les remboursements du capital pour les machines et les assurances.

Pendant des décennies, on a cru que le système de prix déterminé par le marché générerait les meilleurs signaux et les meilleures incitations pour que les producteurs et les consommateurs optimisent leurs activités en utilisant les ressources de la manière la plus efficace, et produisent un maximum de richesses en faisant croître l'économie.

### **Le marché est myope dans le meilleur des cas**

Une des hypothèses à laquelle les théoriciens du marché aiment continuellement faire référence, lorsqu'ils vantent les mérites de l'économie de marché, est que le marché doit être parfait, sa perfection étant réalisée quand « les acheteurs d'un produit ou d'un service sont libres d'entrer dans une compétition équitable, et les vendeurs et les acheteurs disposent d'une information complète<sup>4</sup>. »

En fait, il n'y a probablement jamais eu nulle part de situation se rapprochant d'un marché idéal ! La compétition n'est ni libre ni équitable quand le marché est dominé par d'énormes entreprises qui s'engagent fréquemment dans des alliances visant à se partager le marché et se mettre d'accord sur les prix ou, au contraire, lorsque certaines d'entre elles décident de vendre leurs produits à perte pour éliminer la concurrence. Elle n'est pas non plus équitable quand il y a des déséquilibres considérables entre les opérateurs du marché par rapport à l'information et lorsqu'une grande partie de l'information essentielle n'est pas accessible aux acheteurs ou aux vendeurs. En réalité, ceux-ci ne disposent habituellement que d'une information très limitée sur ce qu'ils achètent, car elle se réduit souvent au prix, à l'aspect de la marchandise, aux indications fournies par le producteur et à l'expérience qu'ils ont avec la personne avec qui l'échange se fait.

En d'autres termes, le marché est une divinité myope à laquelle nous avons confié la gestion de notre économie sur la base d'une petite partie de l'information requise pour comprendre ce qui se passe réellement. C'est une divinité qui est tout sauf omnisciente !

En particulier, il y a un ensemble d'éléments cruciaux que le marché et ses opérateurs ignorent. Ce sont des éléments qui ont de l'importance, mais qui ne sont pas échangés sur le marché. Dans le cas de l'alimentation et de l'agriculture, ils comprennent des aspects essentiels tels que :

- La santé et les menaces pesant sur la santé (empoisonnement, malnutrition, résistance des microbes aux antibiotiques, émergence et dissémination des pathogènes, etc.) ;
- La biodiversité dans le sol, l'air et l'eau, et l'agrobiodiversité (qui a un rôle crucial dans la production et la composition de notre nourriture - par exemple les microorganismes et les vers de terre, les pollinisateurs, les poissons et autres fruits de mer, les espèces les variétés cultivées et les races élevées) ;
- Le climat (température, précipitations, vent, etc.) ;
- La qualité du sol et de l'eau (acidité, contenu en carbone et en minéraux, salinité, toxicité, etc.) ;
- La pauvreté et la souffrance humaine, et bien d'autres encore

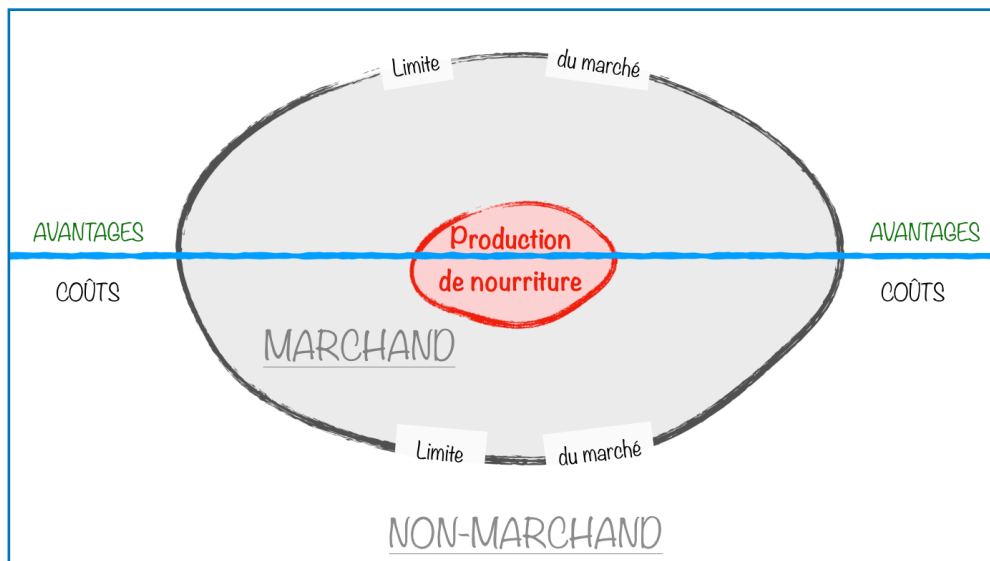
---

<sup>3</sup> Pour les intrants qui ne sont pas achetés mais produits sur la ferme (par exemple du grain, du foin ou de la paille pour les animaux), ils sont valorisés au prix du marché.

<sup>4</sup> <https://dictionary.cambridge.org/us/dictionary/english/perfect-market> (traduction de l'auteur).

dont l'état, selon la manière dont il évolue, pourrait occasionner des coûts considérables. C'est ce qu'illustre le **Diagramme 1** ci-dessous.

**Diagramme 1: Coûts et avantages marchands et non marchands de la production de nourriture**



Cependant, ces coûts non marchands sont très réels, et certains d'entre eux se traduisent directement en termes monétaires tels que les dépenses de santé, la destruction de logements et d'infrastructures du fait d'événements météorologiques extrêmes, pour ne mentionner que deux exemples, et d'autres, comme les traumatismes psychologiques et les souffrances ou la perte de biens culturels et artistiques qu'il est plus compliqué de véritablement compenser ou remplacer. Comme ces coûts ne sont ni visibles ni ressentis immédiatement par ceux qui sont impliqués dans le marché, on les appelle des externalités<sup>5</sup>.

La conséquence logique est que l'information sur la base de laquelle le marché opère est incomplète et imparfaite. Il est donc probable que le résultat produit par un processus de marché répondant à des incitations et des signaux biaisés - c'est-à-dire l'allocation des ressources à différentes activités et le choix de la technologie utilisée - ne sera pas optimal, puisqu'il se fondera sur des décisions faites par des personnes qui ont accès à une information qui ne prend pas en compte une grande partie de la réalité. Les chances que le résultat de ce processus soit le meilleur possible sont peut-être comparables à celles qu'aurait un myope qui n'a jamais tenu un pistolet en main d'atteindre le centre d'une cible située à une distance de 200 mètres !

### Quelques conséquences de la myopie du marché

Elles sont bien connues à ceux qui ont l'habitude de lire [lafaimexpliquee.org](http://lafaimexpliquee.org) [lire] et beaucoup affectent directement la liste ci-dessus des éléments qui comptent, mais ne sont

<sup>5</sup> Une externalité correspond à une situation dans laquelle l'acte de production ou de consommation d'un agent économique a un impact positif ou négatif sur la situation d'un ou plusieurs autres agents non impliqués dans l'action, sans que ceux-ci n'aient à payer pour tous les bénéfices dont ils ont profités ou sans qu'ils ne soient totalement compensés pour les dommages qu'ils ont subis. En pratique, cela signifie souvent que ces coûts devront être assumés par les générations futures.

pas échangés sur le marché. Elles sont le résultat de décisions biaisées prises à partir des seuls signaux et incitations du marché.

Les décisions sont faussées, car elles sont prises sur la base d'un sous-ensemble de coûts et avantages, ceux qui se reflètent dans les prix du marché, et les décideurs considèrent de facto sans valeur tous les autres coûts et avantages (y compris la majeure partie des ressources naturelles) qui ne sont pas valorisés par le marché.

$$\text{bénéfice financier immédiat} = (\text{revenu des ventes}) - (\text{coût des intrants achetés})$$

De ce fait, les décisions vont automatiquement opter pour les solutions qui réduisent le plus possible les coûts reconnus par le marché, ce qui risque d'entraîner une augmentation des coûts réels invisibles au marché puisqu'ils sont considérés sans valeur. En d'autres termes, en ne se fiant qu'aux prix du marché, les décisions donneront la priorité aux produits et aux technologies qui généreront les profits financiers immédiats les plus élevés, au mépris de tous les autres aspects.

Ceci peut être illustré par un exemple. Supposons que, d'un jour à l'autre, le gouvernement statue que tous les produits à base de pétrole sont gratuits. Tout le monde se mettrait à surconsommer ces produits, par exemple en se promenant en voiture par simple plaisir, et l'industrie construirait des automobiles dotées de gros moteurs gourmands. L'utilisation de ces produits connaîtrait une flambée extraordinaire. De la même façon, nous avons développé un système alimentaire qui « consomme » goulûment nos ressources naturelles (terre, eau, air et biodiversité) et s'attaque à notre santé parce que ce ne sont pas des marchandises facilement échangées et qu'elles ne sont pas valorisées par le marché.

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui dans le secteur alimentaire où, même si le marché des produits bio s'est développé [\[lire\]](#), les producteurs bio doivent faire face à une concurrence déloyale de la part d'un système qui avantage la grande agriculture intensive et chimique à l'aide de subventions mal orientées et qui la dispense de payer pour les dommages qu'elle cause à l'environnement et à la santé publique. Les producteurs bio sont pénalisés sur le marché bien qu'ils génèrent plus de valeur économique que l'agriculture conventionnelle [\[lire\]](#).

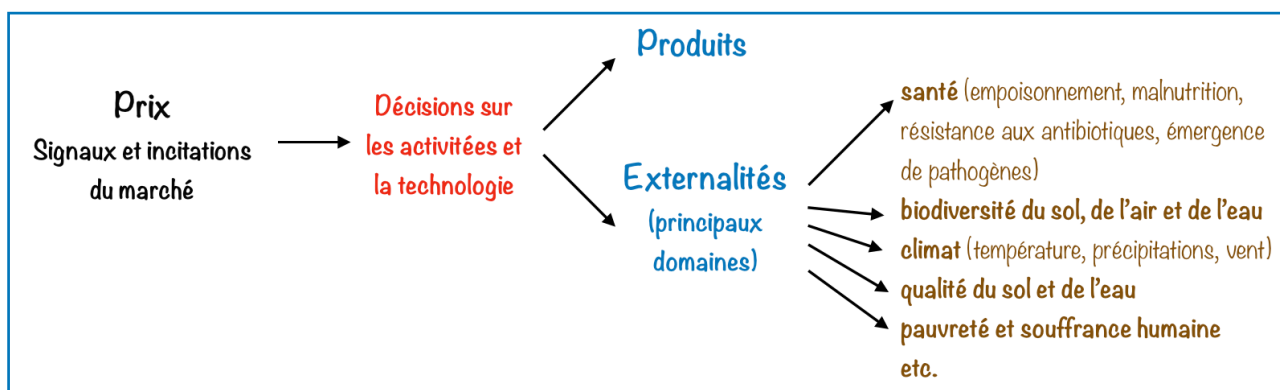
Des estimations récentes donnent une idée de l'importance des externalités produites par nos filières alimentaires :

- Santé :
  - En 2019, il y avait 680 millions de personnes chroniquement sous-alimentées dans le monde et plus de deux milliards de personnes ayant vécu une situation d'insécurité alimentaire modérée [\[lire\]](#) ;
  - En 2018, près de deux adultes sur cinq (38,9 %) étaient en surpoids, ce qui représente 2 milliards d'adultes dans le monde [\[lire\]](#) ;
  - Chaque année, l'utilisation de pesticides cause environ 200 000 morts par empoisonnement [\[lire\]](#) ;
- Biodiversité :
  - Selon la FAO, environ 75 % de la biodiversité agricole a été perdue au cours du XXe siècle ;
  - Le nombre d'oiseaux vivant en zones cultivées et la biomasse d'insectes ont aussi chuté fortement [\[lire\]](#) ;

- Nos filières alimentaires sont responsables de 32 % de l'acidification terrestre et de 78 % de l'eutrophisation<sup>6</sup> [[lire en anglais](#)];
- Notre nourriture joue également un rôle central dans la dégradation de nos ressources en terres [[lire](#)];
- Notre alimentation est à l'origine de 21 à 37 % des émissions totales de gaz à effet de serre résultant de l'activité humaine [[lire](#)].

Le **Diagramme 2** illustre comment les prix de marché influencent les choix technologiques et créent des externalités.

**Diagramme 2: Le processus prix de marché, décision, produits et externalités**



### D'autres défauts du marché

En plus d'être aveugle à des coûts majeurs, le marché est aussi incapable de saisir correctement l'importance du facteur **temps** :

- Il pousse le producteur à vivre dans le présent en favorisant des activités et des technologies qui sont plus productives dans l'immédiat, sans se préoccuper de leur impact sur la productivité future ;
- Il encourage les consommateurs à donner la priorité à leur bien-être immédiat et à négliger les effets et coûts qui pourraient découler de ce qu'ils ont consommé (sur leur santé, sur le climat, la perte de biodiversité, la dégradation des paysages, etc.).

Le marché est aussi aveugle à l'**espace** : les décisions se font en tenant compte de ce qui touche directement les individus qui font ces choix et des conséquences sur leur parcelle ou leur ferme, mais en négligeant l'impact que cela peut avoir à distance (pollution de la nappe phréatique, des rivières et de la mer<sup>7</sup>, dérèglement du climat, disparition des pollinisateurs, etc.).

<sup>6</sup> Eutrophisation: l'addition de nutriment à l'eau des lacs et des rivières, qui encourage la croissance de plantes qui peuvent prendre l'oxygène de l'eau et tuer les poissons et autres animaux ([Cambridge Dictionary](#)) (traduction de l'auteur).

<sup>7</sup> Un exemple caractéristique d'un tel impact est le développement des algues vertes sur les côtes bretonnes et qui est en général expliqué par la présence d'une agriculture très intensive (élevage de porcins, en particulier) dans l'arrière pays).



### **Boîte 1 : Quelques considérations méthodologiques**

Le double aveuglement du marché face à l'espace et au temps est très représentatif du contexte idéologique qui est le nôtre et qui se caractérise par le «présentisme» (ce qui compte, c'est maintenant; qui donc se soucie de l'avenir?) et l'égoïsme (ce qui compte, c'est mon bon plaisir; qui donc se soucie des autres?) [[lire](#)].

Cette idéologie dominante, dont l'origine remonte à deux siècles et demi, du temps des économistes classiques Adam Smith et David Ricardo [[lire](#)], a connu une renaissance pendant les années 1990. Cette résurgence a eu de sérieuses conséquences sur les méthodes d'analyse utilisées en économie.

Lors les années 1980, pendant une courte période, il y eut deux écoles de pensée en analyse économique des projets d'investissement pour le développement. L'une était promue par la Banque mondiale et l'OCDE, qui reposait sur le recours à un prix de frontière calculé [[lire en anglais](#)], et l'autre par le ministère français de la Coopération qui analysait comment les effets d'un projet d'investissement se transmettaient et affectaient les différents agents de l'économie [[lire](#)].

Au fil du temps, la méthode des prix de frontière fictifs calculés se généralisa, la méthode des effets disparaissant. Cela symbolise assez bien la domination idéologique d'une vision de l'économie où les prix et les échanges internationaux libéralisés sont ce qui compte, alors que s'estompait progressivement une approche plus structurelle de l'économie où l'on s'intéresse, pour une action donnée, à son effet de ricochet qui se transmet à travers la structure de l'économie.

C'est là un exemple de la manière dont une vision du monde basée sur le marché est devenue dominante parmi les économistes et les décideurs.

### **Donner un prix aux coûts et aux avantages non marchands**

#### Justification

La prise de conscience des conséquences délétères résultant de l'abandon de la production alimentaire aux aléas et aux imperfections du marché a entraîné des tentatives d'amélioration de la qualité de l'information utilisée par le marché, afin de réduire son incapacité de prendre en compte les coûts et avantages qui ne sont pas reflétés dans les prix à l'heure actuelle.

Au cours des années, des efforts considérables ont été faits par les chercheurs pour tenter d'estimer un prix pour les coûts et avantages non marchands. Le principe à la base de ces travaux a été de donner une valeur monétaire - un prix virtuel - à ces coûts et avantages afin qu'ils puissent être « compris » par le marché. Ce projet est comparable à celui consistant à essayer de représenter notre espace quotidien à quatre dimensions sur une simple ligne ! Imaginez ce qu'une telle réduction requiert et vous mesurerez la perte d'information absolument phénoménale qui l'accompagne ! Cela nous renvoie à la question de l'unidimensionnalité que nous avons déjà abordée précédemment [[lire](#)].

Néanmoins, les défenseurs de cette approche « croient dans le pouvoir et le potentiel d'une comptabilité des coûts réels et dans son rôle d'accélérateur de la transformation de nos systèmes alimentaires... [et ils] défendent son efficacité pour mieux informer les politiques et les pratiques pour orienter les marchés vers les systèmes alimentaires sains, durables et équitables dont nous avons un urgent besoin » comme l'écrit Ruth Richardson, la directrice exécutive de l'Alliance mondiale pour le futur de l'alimentation ([Global Alliance](#)

[for the Future of Food](#)) créée en 2017, qui est activement impliquée dans le prochain [Sommet mondial sur les systèmes alimentaires](#).

Ils souhaitent également proposer une méthode standard d'évaluation afin de supprimer les incertitudes sur les résultats et imposer un cadre réducteur, aussi simple que possible, de façon à minimiser la complexité inhérente à la réalité [lire par exemple le résumé de la récente publication [Valuing the impact of food : Towards practical and comparable monetary valuation of food system impacts](#) (en anglais)], de manière à parvenir à calculer une valeur unique, un prix virtuel, derrière lequel la complexité multidimensionnelle et les antagonismes typiques du secteur alimentaire seront cachés.

### Difficultés et limites

C'est un défi de standardiser le calcul de ce prix virtuel et encore plus compliqué de parvenir à un accord sur la méthode à utiliser. Dans certains cas, elle repose sur la valorisation du manque à produire (par exemple dans le cas où le sol se salinise parce qu'il n'a pas été irrigué correctement, on estime la perte de production occasionnée par cette salinisation ; si des personnes sont malades ou meurent du diabète, on évalue les conséquences sur la production ; si les pollinisateurs disparaissent, on peut quantifier la baisse de production en découlant). Dans d'autres cas, c'est le coût des mesures de prévention (par exemple le coût de mise en place d'infrastructures anti-érosives), ou le consentement à payer (combien est-on prêt à payer pour protéger un paysage ou une forêt particulière ?), ou bien encore le coût de remplacement, etc., qui sont utilisés pour calculer le prix virtuel.

Le problème évident est que, selon l'approche adoptée (perte, prévention, remplacement ou consentement à payer, pour ne mentionner que celles-là), le prix virtuel qui en résulte peut être très variable. En outre, pour une technologie donnée, on peut être amené à combiner ces différentes approches : ce sera comme jeter des pommes, des poires, des crocodiles et des vers dans un sac et décider que le tout est équivalent à un tas de raisins... ou de dollars.

Et il y a encore beaucoup d'autres problèmes à résoudre : comment additionner un coût aujourd'hui avec un coût demain ou dans vingt ans (l'actualisation systématique des coûts futurs est l'une des causes de nos pratiques non soutenables [\[lire p.4\]](#)) ? Comment traiter au mieux l'irréversibilité d'une conséquence ? Quelles sont les limites dans lesquelles il faudrait restreindre l'analyse (la parcelle, le village, le pays, le monde ?) Comment additionner les montants que consentent à payer des pauvres et ceux qu'acceptent de payer les riches ? Ceux des ruraux et ceux des urbains ? Un euro payé ou perdu a-t-il la même valeur sociale dans le cas où il est payé ou perdu par un riche ou par un pauvre ?

Du point de vue de l'éthique, l'utilisation aveugle et sans critique de ces prix virtuels comporte également le risque d'offrir au public un habillage scientifique à l'idéologie du « tout marché » ou le marché est présenté comme la solution universelle qui peut tout arranger d'une manière optimale, bref, une nouvelle version du marché-divinité, paré de calculs complexes.

Voilà quelques aspects qui sont réduits à une unique dimension quand, au bout du compte, des experts associent un seul prix virtuel à un produit. Étant donné la multiplicité des choix effectués pour parvenir à ce résultat, est-il raisonnable d'opter pour la meilleure des alternatives sur la seule base du coût virtuel qui leur est associé ? Ces coûts sont-ils vraiment comparables si l'on ne prend pas en compte les choix faits lors de leur estimation

(dont certains sont plutôt arbitraires ou fondés sur des valeurs qui ne sont pas universelles) ? Ou serait-il plus prudent de les laisser carrément de côté ?

T.S Eliot avait raison : « C'est le trajet, et non la destination qui compte... ». Dans ce cas aussi, ce n'est pas tant la valeur calculée résultante qui importe que le processus qui a mené au résultat et la compréhension indispensable de ce qui se passe réellement. La pire option serait de s'accrocher à une valeur virtuelle standard pour un intrant, sans chercher à appréhender comment son utilisation génère les externalités ! Cela reviendrait à n'écarter que très légèrement les œillères que l'idéologie du marché a réussi à nous faire porter et nous resterions très éloignés d'une réelle prise en compte de l'impact de notre système alimentaire dans toute ses dimensions et sa complexité.

### **Pourquoi le secteur privé estime-t-il la valorisation des coûts et avantages non marchands ?**

L'utilisation de prix virtuels est fortement promue et soutenue par quelques grandes compagnies multinationales telles que Yara (engrais), Syngenta (semences et pesticides) et Nestlé (agroalimentaire) qui ont financé l'étude citée ci-dessus [[lire en anglais](#)]. Elles sont convaincues que l'approche leur sert. Elles pensent que « Les entreprises qui reconnaissent les coûts cachés et créent des opportunités de transition vers un monde plus durable vont se doter d'avantages stratégiques sur leurs pairs, seront capables d'avoir accès à du capital à un taux qui reflète leur meilleur profil de risque moindre, et seront en bonne position pour stimuler la création de valeur à long terme pour la société et les actionnaires » selon Diane Holdorf, directrice exécutive pour l'alimentation et la nature du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable ([World Business Council for Sustainable Development](#)).

Il apparaît clairement de cette déclaration que l'objectif global affirmé pour l'évaluation de l'impact du système alimentaire « d'aligner les dynamiques du marché de l'alimentation et de l'agriculture vers des objectifs de bien-être social et humain de la transformation du système alimentaire » n'est qu'un faux-semblant. L'objectif réel des efforts de soutien à l'estimation en termes monétaires des coûts non marchands est d'offrir une triple opportunité au secteur privé :

- Se donner une image plus positive aux yeux des consommateurs qui sont de plus en plus préoccupés par la durabilité de nos systèmes alimentaires ;
- Simplifier la complexité multidimensionnelle de l'enjeu de la durabilité pour la réduire à une seule dimension, l'argent ;
- Améliorer leur position sur les marchés (y compris les marchés financiers) afin d'attirer davantage de capitaux et d'augmenter leurs profits et les dividendes payés à leurs actionnaires.

### **L'utilité potentielle des prix fictifs**

En dépit de toutes ces limitations, les prix fictifs pourraient être utiles, à condition de les manier avec précaution. Par exemple :

- Ils pourraient servir pour estimer le niveau des taxes qui pourraient être imposées sur certains produits afin de refléter les externalités générées à l'occasion de leur utilisation, pour les intrants, ou lors de leur production dans le cas de biens de consommation. Pour ces derniers, elle varierait selon la technologie adoptée. Cela réduirait l'avantage que les prix de marché accordent à l'heure actuelle aux produits générant de fortes externalités négatives et encouragerait la transition vers une production alimentaire plus durable. Cependant, la taxation n'est qu'un aspect de la question. Le second consiste à



trouver un mécanisme approprié pour utiliser le revenu tiré de la taxe pour compenser ceux qui souffrent des externalités négatives, pour encourager des pratiques générant des externalités positives et venir en aide aux consommateurs les plus pauvres puisque les produits taxés renchériront. Ces mécanismes devront être transparents afin d'améliorer la compréhension et l'acceptabilité de la taxe par le public.

- Ils pourraient servir pour mettre en place un système de code couleur sur le vrai coût de la nourriture sur le modèle des codes nutritionnels (par exemple le [Nutri-Score](#) en France). Ce type de code informerait les consommateurs et, on peut l'espérer, orienterait leurs achats. Il pourrait, par exemple, illustrer que « les impacts des produits animaux ayant le moins d'impact dépassent généralement ceux de leurs substituts végétaux, ce qui apporterait de nouvelles preuves de l'importance de la transformation des habitudes alimentaires. » [\[lire en anglais\]](#)
- Ils pourraient aussi servir de chiffres pour plaider, en fournissant un ordre de grandeur de certaines externalités de notre système alimentaire. Par exemple : on estime que l'obésité dans le monde a un coût total d'environ 2 000 milliards de dollars par an, soit 2,8 % du PIB mondial [\[lire en anglais\]](#).

Cependant, à cause des limitations de ces estimations, elles ne seront pas suffisantes pour guider la transition vers un système alimentaire durable. Des mesures supplémentaires seront requises, notamment des réglementations relatives à l'utilisation de certains intrants ou de certaines technologies comme par exemple l'interdiction de certains produits agrochimiques toxiques tels que les néonicotinoïdes ou les additifs alimentaires dangereux, l'interdiction des cultures sur les fortes pentes à moins de les équiper de dispositifs anti-érosifs appropriés, la définition de normes sur le niveau maximal de présence de certains additifs dans les produits alimentaires (tels que le sel, le sucre et d'autres encore) et l'imposition de labels officiels de qualité, comme déjà mentionné précédemment.

Ces mesures additionnelles cruciales devront évidemment être décidées sur la base d'une information détaillée et complète sur les externalités produites par le système alimentaire et ne pourraient être déduites d'un élément agrégé du type « prix réel ». Ceci souligne la nécessité de poursuivre et approfondir la recherche sur les externalités créées par le système alimentaire.

## **Conclusion**

Il y a désormais une abondance de preuves que notre système alimentaire n'est pas durable et qu'il génère d'énormes externalités négatives dans les domaines social, économique et environnemental. Le vrai coût de notre alimentation est bien plus grand que ce qui est reflété par les prix du marché qui jouent pourtant à l'heure actuelle le rôle central dans les choix faits tant par les producteurs que par les consommateurs.

Des efforts ont été faits pour tenter d'estimer le vrai coût de notre nourriture. Le fait est que le coût réel de l'alimentation ne peut pas simplement être évalué sur la base de coûts calculés exprimés en termes monétaires, dans la mesure où de telles estimations souffrent de défauts majeurs. Des prix virtuels calculés peuvent apporter de l'information agrégée utile et peuvent servir, en particulier, à déterminer des taxes ou des subventions destinées à guider les acteurs de notre système alimentaire vers plus de durabilité, mais ils ne sauraient être considérés comme une panacée, étant données les limitations inhérentes à la manière dont ils sont établis.

Une compréhension détaillée des processus qui font que notre système alimentaire n'est pas durable est indispensable à qui veut concevoir des solutions pour l'améliorer. L'unique indicateur que certains proposent - le prix virtuel - est insuffisant et opaque, car sa détermination demande des choix qui sont effectués dans un contexte technocratique. Se fonder exclusivement sur lui serait laisser tout le pouvoir de décision au marché. Ce qui est requis, au contraire, c'est un ensemble d'indicateurs permettant de prendre en compte toutes les dimensions de la réalité dans laquelle les coûts se manifestent et d'appréhender les mécanismes par lesquels ils sont générés.

C'est en examinant ces dimensions et en comparant différentes technologies de production qu'il devient possible de décider laquelle est préférable dans un contexte donné. Cette analyse multidimensionnelle est essentielle pour aborder les antagonismes, négocier et finalement choisir en responsabilité les mesures à prendre d'une manière démocratique et transparente.

Ce processus est bien entendu bien plus lourd et potentiellement plus lent que l'application d'un prix. Mais l'enjeu justifie l'effort, car, dans la mesure où un prix calculé cache la complexité de la réalité, il y a de forts risques que son utilisation entraîne des décisions biaisées dont les conséquences comprendraient quelques surprises désagréables qui n'iraient pas dans le sens d'une durabilité améliorée de notre système alimentaire.

[Materne Maetz](#)  
(octobre 2020)

---

Pour en savoir davantage :

- S. Lord, [Valuing the impact of food: Towards practical and comparable monetary valuation of food system impacts](#), Global Alliance for the Future of Food, Food System Transformation Group and World Business Council For Sustainable Development, 2020 (en anglais).
- [The true cost of food](#), editorial, Nature Food 1, 185, 2020 (en anglais).
- The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB), [TEEB for Agriculture & Food: Scientific and Economic Foundations](#), UN Environment, 2018 (en anglais).
- J. Poore and T. Nemecek, [Reducing food's environmental impacts through producers and consumers](#), Science, 2018 (en anglais).
- [The Economics of Ecosystems and Biodiversity \(TEEB\) website](#) (en anglais).

Sélection de quelques articles parus sur [lafaimexpliquée.org](#) liés à ce sujet :

- [Sécurité alimentaire et durabilité : faut-il rajouter une dimension de durabilité à la sécurité alimentaire ?](#) 2020.
- [Les dangers d'une analyse « partielle » d'impact : l'exemple d'une étude de l'impact d'une conversion totale de l'agriculture de l'Angleterre et du Pays de Galles en agriculture biologique](#), 2019.
- [Obstacles à la transition: Pourquoi est-il si difficile de rendre notre système alimentaire plus durable et plus respectueux du climat ?](#) 2019.
- [Alimentation, environnement et santé](#), 2017.
- [L'équité intergénérationnelle est possible : à condition de changer profondément les principes qui gouvernent le monde](#), 2015.
- [Des chercheurs montrent que l'agriculture biologique génère plus de valeur économique que l'agriculture conventionnelle](#), 2015.